

RÉSOLUTION PRÉSENTÉE PAR LA DÉLÉGATION  
DE L'ERYTHRÉE

THÈME CONFLITS ET SÉCURITÉ INTERNATIONALE

CONCERNE LA CRÉATION DE L'UNION POUR LA DÉMOCRATIE COMMUNE (UDC)

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE,

- Constatant que la paix et la sécurité internationale est le premier objectif de l'ONU et que l'équilibre démocratique est indispensable pour atteindre ce but,
- Observant que les pays dans lesquels les dirigeants changent souvent créent des déséquilibres sur les plans politique et économique internationaux, tels que les Etats-Unis qui quittent et rejoignent des organisations internationales tous les 4 ans, ou encore la Grande-Bretagne qui déstabilise l'Europe avec le Brexit,
- Remarquant que l'effort occidental d'instaurer son modèle "démocratique" a échoué partout, en Afghanistan, en Libye, en Irak, etc.
- Rappelant que les pays avec la plus forte croissance économique et la meilleure stabilité politique sont les pays dans lesquels les chefs d'Etat sont longtemps au pouvoir,
- Admirant ces nations européennes dont les plus riches ont su garder leurs dirigeants en place sur un temps long. En effet, le plus grand PIB de la région européenne est celui de l'Allemagne (Angela Merkel ayant passé 16 ans au pouvoir) et le plus grand PIB par habitant est celui du Luxembourg (Jean-Claude Juncker ayant été 18 ans au pouvoir),
- Inspirée par le remarquable travail du camarade Xi Jinping qui a su offrir à sa grande nation chinoise une croissance économique extraordinaire; par la gloire que Vladimir Poutine est parvenu à rendre à la Russie; par leur tradition commune de grands dirigeants siégeant indéfiniment au pouvoir,
- Outrée par le fait que l'ONU n'a aucune organisation visant à établir des systèmes politiques démocratiques et stables,
- Décide d'instaurer un nouvel équilibre international en créant une institution spécialisée nommée UDC grâce à l'article 59 de la Charte des Nations Unies qui se chargera d'encourager une stabilité politique et démocratique dans les pays membres, notamment en:
- offrant des aides financières aux pays qui adoptent des mandats de durée indéterminée
  - instaurant des sanctions économiques aux pays qui ne le font pas.

Le texte français fait foi.